

L'hon. M. Hellyer: Mais j'affirme qu'à mon sens nous pourrions nous attribuer le mérite de nous être mis à l'œuvre et d'avoir réalisé certaines de ces idées et, en ce domaine, nos réalisations sont assez remarquables. L'idée de l'intégration des forces armées date de 20 ou 30 ans, mais c'est la première fois que quelqu'un entreprend sérieusement de la réaliser. Mon honorable ami a eu la chance, quand il était ministre . . .

• (4.10 p.m.)

M. Horner (Acadia): Le ministre me permettrait-il une question au sujet de l'unification? Pourrait-il fournir le renseignement que le représentant de Winnipeg-Sud-Centre a cherché à obtenir hier soir et nous dire ce qu'il entend par «Unification»? Veut-il parler d'une seule force, d'un seul uniforme? Pourrait-il nous donner des précisions à ce sujet?

L'hon. M. Hellyer: «Unification» veut dire une seule force. Tout le monde a compris, je crois.

M. Horner (Acadia): Y aura-t-il un seul uniforme aussi?

L'hon. M. Hellyer: Mon ami conviendra sûrement qu'aucun uniforme unique ne pourrait convenir pour toutes les occasions.

M. MacEwan: Que dire du kilt?

L'hon. M. Hellyer: En effet, on ne saurait s'imaginer des forces sans kilt. Mon ami partage sûrement mon opinion. Je me félicite d'avoir l'occasion de répondre aux questions des députés, mais je proposerais que nous adoptions le crédit n° 1 et que nous passions au poste n° 15.

L'hon. M. Churchill: Pourquoi n'étiez-vous pas à temps aujourd'hui? Pourquoi êtes-vous allé à Toronto?

M. Horner (Acadia): Il y a eu le communiqué aux journaux.

Le très hon. M. Diefenbaker: Monsieur le président, la Chambre est sans doute heureuse de voir le changement dans l'attitude du ministre depuis hier soir. Je connais le ministre depuis des années. Je l'ai entendu faire toutes sortes de déclarations, mais je doute qu'un ministre ait jamais aussi parfaitement réussi à semer le doute sur son administration qu'hier soir, par l'arrogance et l'insolence de certaines déclarations et par ses calomnies ridicules et méprisantes d'anciens ministres de la Défense. On peut ne pas partager ses idées, mais je ne vois pas comment on peut

[L'hon. M. Churchill.]

formuler des critiques spécieuses et méprisantes contre des ministres comme le général George R. Pearkes, C.V., C.B., D.S.O., M.C. Pourtant, ce ministre a été mentionné, comme d'autres. Il a été question de l'honorable Brooke Claxton, D.C.M. Ces ministres, a-t-on dit, étaient des *béni-oui-oui*; ils n'avaient pas de caractère; ils ne comprenaient pas les besoins existants. Quand un homme se classe dans la catégorie spéciale des infallibles, il peut être intéressant de revoir un peu ses déclarations passées, car il était alors tout aussi sûr de lui-même que maintenant.

Le ministre a laissé entendre hier soir, d'après le *hansard*—car je n'étais pas ici hier soir—qu'il répondrait à l'étape du comité. Monsieur le président, il va répondre ici et maintenant aux questions d'importance. Et s'il a d'autres idées, il va lui en cuire. Son attitude envers la Chambre et le comité est méprisante et hautaine. Aujourd'hui, il a commencé à répondre aux questions. S'il continue de le faire, au moins nous saurons quelle est son attitude. Hier soir, le document préparé spécialement n'était pas de ceux qui lui feront honneur dans les années à venir, j'en suis persuadé, et n'obtiendra certes pas l'approbation de la Chambre. Les députés en quête de renseignements seraient accueillis par une attitude de *rodomontade pompeuse*. Qu'en dit le ministre?

L'hon. M. Hellyer: C'est dans le scénario.

Le très hon. M. Diefenbaker: Lorsque le ministre voudra m'interrompre, j'espère qu'il le fera de façon que j'entende ses interruptions, car je ne veux manquer aucune de ses paroles. Je ne veux pas les lire au *hansard* et ne pas avoir l'occasion d'y répondre.

Je voudrais parler d'une situation qui devrait actuellement retenir l'attention du ministre associé de la Défense nationale. Il s'agit d'une grave affaire survenue aux environs de Valcartier dans un village du nom de Shannon. Ce village a 100 ans d'existence. Le *Chronicle-Telegraph* de Québec et diverses personnes de la région ont communiqué avec moi depuis que j'ai pris connaissance de cet éditorial. Il m'arrive rarement de citer un éditorial, mais j'ai l'intention de vous lire un passage de celui-ci en date du 17 février:

Environ 100 résidents de Shannon sont menacés d'être dispersés aux quatre vents. C'est un fait dont on parle rarement ici ou à Ottawa... Ils ont appris que leurs propriétés seront requises pour agrandir le camp Valcartier.

Environ 25 familles ont appris que leurs propriétés seraient expropriées...

Les résidents de Shannon sont sûrs d'être indemnisés, mais ils sont mécontents d'être bousculés. Ils ne peuvent comprendre qu'une armée en temps de paix soit obligée de déposséder les gens, pour avoir plus d'espace. Si le Canada était un petit pays